

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 03 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COSYNERGIE53(SMECO) CVED Conseil départ

Hôtel du Département
39 rue Mazagran
53000 Laval

Références : SRNT-2026-0034-COSYNERGIE_RAP
Code AIOT : 0006302155

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement COSYNERGIE53(SMECO) CVED Conseil départ implanté Les Basses Ansquillières 53220 Pontmain. L'inspection a été annoncée le 15/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a en particulier porté sur les suites de la visite d'inspection précédente du 05/12/2024, sur la traçabilité des déchets et sur la traçabilité des mâchefers d'incinération traités sur la plateforme de traitement des mâchefers présente sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COSYNERGIE53 (SMECO) CVED Conseil départ
- Les Basses Ansquillières 53220 Pontmain
- Code AIOT : 0006302155
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

COSYNERGIE 53 est une unité de valorisation énergétique de déchets ménagers et de déchets d'activité économique (autorisation de traitement de 63 000 tonnes par an).

Les activités du site sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 3 mai 2013 et notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 1^{er} juillet 2021 et 27 mars 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 3
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.71	Demande d'action corrective	1 mois
6	Assurance qualité des AMS – QAL2	Arrêté Ministériel du 20/09/2021, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Valorisation des mâchefers d'incinération	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Sans objet
2	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Sans objet
3	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Sans objet
4	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Sans objet
7	Maîtrise des odeurs	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5 – 5.1.1	Sans objet
12	Valorisation des mâchefers d'incinération	Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a fait des constats nécessitant la transmission de justificatifs et/ou des actions correctives. Les éléments attendus sont détaillés dans chacun des points de contrôle ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6). Notas : (5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinq cents heures cumulées sur une année. (6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.
Constats lors de la visite du 05/12/2024 : <u>Temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure</u> L'exploitant doit clarifier les écarts constatés dans le reporting dans le document "bilan mensuel DREAL" transmis à la DREAL pour la ligne 2 en R-EOT. Le compteur 500 heures est à apprécier pour l'ensemble du site et non par ligne d'incinération. Constats lors de la visite du 25/11/2025 : Les rapports mensuels d'autosurveillance, transmis tous les trimestres à l'inspection, restituent le compteur indisponibilité mensuel de la mesure en mercure pour chaque ligne (L1 et L2). Dans le rapport mensuel de septembre 2025 transmis par l'exploitant, l'indisponibilité mensuelle pour le mercure était de 2 h pour la ligne 1 et de 3 h pour la ligne 2 soit 5 h pour le site. Une ligne sur l'« incrémentation du compteur indisponibilité Hg 500 h annuel cumul L1 et L2 » est maintenant ajoutée en page 1 des rapports mensuels transmis. A fin septembre 2025, ce compteur est de 15 h 30 et de 16 h 30 à fin octobre donc inférieur à 500 h. Selon l'exploitant, les indisponibilités Hg sont essentiellement liées aux maintenances trimestrielles réalisées par SECAUTO car pas de redondance des appareils de mesure. Il n'y a plus d'incohérence sur les compteurs d'indisponibilité concernant la mesure en Hg dans les rapports mensuels examinés par sondage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
Prescription contrôlée : Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.
Constats lors de la visite du 05/12/2024 : <u>Mesures au démarrage et à l'arrêt</u> Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas encore fait estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré. Un devis APAVE a été reçu pour réaliser la campagne de mesure sur la ligne 2. Aucun devis n'est disponible pour la ligne 1 le jour de la visite. Ces mesures restent donc à programmer (<u>1 mesure tous les 3 ans</u>). L'exploitant devait informer l'inspection de la programmation des campagnes de mesures pour estimer les émissions au démarrage et à l'arrêt. Constats lors de la visite du 25/11/2025 : Les analyses concernant les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, ont été faites pour la ligne L2 par l'APAVE en octobre 2025 (du 20/10 au 24/10/25 pour la phase d'arrêt - Rapport n°135094068-001-1 du 20/11/25 - et du 25/10 au 26/10/25 pour la phase de démarrage - Rapport n°135094069-001-1 du 20/11/25). Les rapports d'analyses ont été transmis à l'inspection des installations classées. Les campagnes de mesures pour la ligne L1 seront faites en mai 2026. Cette disposition étant applicable à compter du 03/12/2023 et à faire au plus tard le 02/12/2026, les mesures sur les lignes L1 et L2 seront toutes faites avant l'échéance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants : - mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; - mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;

- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.

Constats lors de la visite du 05/12/2024 :

L'exploitant dispose d'un mode opératoire "Plan de gestion des OTNOC" validé le 10/11/2023. [...] Ce plan a appelé plusieurs observations de la part de l'inspection portant sur le nombre réduit d'OTNOC, l'absence de recensement de certains équipements, de précision sur les conséquences potentielles des défauts constatés et d'analyse des causes profondes détaillées permettant de cibler par la suite des actions pour réduire la fréquence de survenue par exemple.

De plus, le plan limite la durée annuelle de fonctionnement en OTNOC à 250 h par an et ne mentionne pas strictement le nombre et le motif des arrêts sans déchets dans le four programmés pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements et les périodes d'arrêt total de l'installation.

[...]

Il a été demandé à l'exploitant, à l'occasion de la prochaine révision des OTNOC, de prendre en compte les observations formulées par l'inspection.

Dans sa réponse du 20/02/2025, l'exploitant a indiqué en particulier qu'une analyse des causes profondes des éventuels dépassements sont réalisés lors des revues annuelles OTNOC aboutissant à un plan d'actions ciblées.

Constats lors de la visite du 25/11/2025 :

La revue annuelle est réalisée en fin d'année ou début d'année suivante et selon l'exploitant rien ne ressort de récurrent. La dernière revue a été effectuée le 8 janvier 2025 (pour l'année 2024) et n'a pas donné lieu à l'ajout de nouvelles OTNOC en 2025. A priori, il n'y en aura pas à l'issue de la revue de la fin d'année 2025.

L'exploitant considère que le nombre de OTNOC est suffisant et il n'existe pas de liste de OTNOC prédéfinies et obligatoires.

Une analyse de tous les dépassements rencontrés est faite tous les 15 jours par Suez et la revue annuelle est réalisée en présence de Suez et du Conseil départemental 53.

A noter que l'exploitant a indiqué qu'aucun arrêt de four lié aux explosions de cartouches de protoxyde d'azote n'a encore été généré sur l'UVE de Pontmain.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des

événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
Constats : Constats lors de la visite du 05/12/2024 : L'exploitant doit compléter son plan de gestion des OTNOC en vue de la réalisation de l'évaluation périodique. Dans sa réponse du 20/02/2025, l'exploitant a indiqué qu'une analyse profonde des causes des éventuels dépassements s'effectue sur les plus grands nombres d'heures et est réalisée lors des revues annuelles OTNOC aboutissant à un plan d'actions ciblées. Constats lors de la visite du 25/11/2025 : cf. éléments de réponse apportés au constat précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.
Constats : Constats lors de la visite du 05/12/2024 : A la suite de la visite, il est indiqué que l'exploitant doit mettre à jour les masques de saisie des bilans mensuels avec les VLE actualisées de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 en période NOC. Des explications sur les causes des dépassements des VLE seraient un plus pour alimenter le retour d'expérience (maintenance, exploitation, etc.) dans les rapports mensuels. L'exploitant doit par ailleurs intégrer le suivi des valeurs Hg demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm ³ . Dans sa réponse du 20/02/2025, l'exploitant a indiqué avoir modifié les masques de saisie des bilans mensuels, avoir ajouté des commentaires sur les causes de dépassements et avoir fait la demande d'intégration du suivi des valeurs demi-horaires Hg.
Constats lors de la visite du 25/11/2025 : Vu par sondage les rapports de suivi nommés « Bilan mensuel DREAL » du 3 ^{ème} trimestre 2025. Il est constaté, sur la page 1 des bilans mensuels DREAL pour les lignes L1 et L2, que des éléments sont apportés sur les causes des dépassements de VLE et des indisponibilités des appareils de mesure depuis janvier 2025. Le suivi des valeurs demi-horaires supérieures à 0,04 mg/Nm ³ est bien réalisé par l'exploitant depuis avril 2025 (vu dans les rapports de suivi sus-mentionnés). Par contre, dans les rapports mensuels d'août et septembre 2025 de la ligne 2, il manque le nombre d'heures des dépassements 30 min cumulé <u>sur l'année</u> du mercure (page 6 de ces rapports mensuels) alors que cette ligne est présente dans les rapports de la ligne 1. En septembre 2025, la durée pendant laquelle les valeurs semi-horaires ont été supérieures à 0,04 mg/Nm ³ est de 3h30 pour L1 et 3h30 également pour L2. A noter qu'aucun dépassement des valeurs limites d'émission (VLE) journalières dans les rapports mensuels examinés par sondage n'est constaté mais des dépassements de VLE 30 min sont indiqués comme dus principalement à la maintenance réalisée par SECAUTO ou à une mauvaise combustion des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit ajouter le nombre d'heures des dépassements des 30 min cumulé <u>sur l'année</u> du

mercure (page 6 des rapports mensuels) pour la ligne 2.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Assurance qualité des AMS – QAL2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2021, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance qualité des appareils de mesure en continu
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un étalonnage des équipements de mesure en continu des polluants atmosphériques ou aqueux doit être effectué au moyen de mesures parallèles effectuées par un organisme compétent.</p> <p>Pour les polluants gazeux, cet étalonnage doit être effectué par un organisme accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées, s'il existe, selon les méthodes de référence, au moins tous les trois ans et conformément à la norme NF EN 14181, à compter de sa publication dans le recueil des normes AFNOR.</p> <p>+ normes mentionnées à l'article 2.2.2 de l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021.</p>
<p>Constats lors de la visite du 05/12/2024 :</p> <p>L'exploitant doit prendre en compte les anomalies mentionnées dans le rapport QAL2 de l'APAVE dont les principales :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les gaz utilisés pour la calibration des AMS sur site ne sont pas raccordés COFRAC • Absence de matériaux de référence pour les poussières • La concentration de la bouteille en NO est faible par rapport à la VLE. <p>La date d'intervention de SECAUTO est à préciser.</p> <p>Dans sa réponse du 20/02/2025, l'exploitant a transmis le tableau des gaz étalons issus du QAL2 de 2024 qui montre un étalonnage correct. Il apporte des éléments permettant de justifier l'absence de matériaux de référence pour les poussières.</p> <p>Pour la bouteille de NO, l'exploitant a demandé à son fabricant s'il était possible de modifier la concentration en NO de ces bouteilles afin qu'elles soient adéquates à la réalisation des tests lors des QAL2.</p>
<p>Constats lors de la visite du 25/11/2025 :</p> <p>Les éléments de réponse complémentaires apportés par l'exploitant lors et suite à la visite sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la société SECAUTO, prestataire pour la maintenance des analyseurs de l'UVE de Pontmain, a intégré les droites d'étalonnage QAL2 au système de traitement des données de l'UVE le 4 juillet 2024 pour les lignes 1 et 2. Ce point n'a pas été vérifié lors de la visite ; • pour la bouteille de NO ou N₂ (bouteille mentionnée dans la réponse de l'exploitant du 28/11/2025), le changement de concentration est prévu pour le prochain QAL2 avec une concentration à 225 mg/Nm³ (= 1,5 x VLE de 150 mg/Nm³). <p>La bouteille de NO (ou N₂) n'a pas été vue lors de la visite mais l'exploitant indique que la concentration de celle-ci est de 137 mg/Nm³ alors que dans le tableau transmis portant sur les gaz étalons issu du QAL2, seule la bouteille de NO est présente et la concentration indiquée est de 49,7 mg/Nm³ non 137 mg/Nm³.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit préciser si les éléments apportés concernent une bouteille de NO ou de N₂. Il doit de plus apporter des justificatifs concernant la concentration effective de 137 mg/Nm³ pour</p>

cette bouteille, compte tenu du tableau des gaz étalons issu du QAL 2 transmis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Maîtrise des odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 5 – 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires afin d'éviter ou de réduire les émissions diffuses, y compris les émissions d'odeur.
Constats lors de la visite du 05/12/2024 : Le jour de la visite, une porte du hall de réception des déchets est bloquée en position ouverte. Une réparation reste à exécuter. L'exploitant doit informer l'inspection de la remise en état de la porte du hall de réception des déchets. Dans sa réponse du 20/02/2025, l'exploitant a indiqué que la porte bloquée a été réparée par la société ABH le 18/12/2024. La facture et l'opération de maintenance réalisée ensuite ne donnent pas de détails sur la porte concernée (hall 1 ou 2 ?, emplacement ou numéro de la porte ?...).
Constats lors de la visite du 25/11/2025 : La facture correspondant à cette réparation, réalisée le 18/12/2024, a été transmise (remplacement du moteur). Lors de la visite, la porte d'entrée du Hall 1, correspondant à celle bloquée lors de la visite de 2024, en position fermée, a pu être ouverte par l'exploitant. L'exploitant doit veiller à ce que les justificatifs transmis apportent plus de détails sur la porte concernée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 II
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle de ma production et du traitement des déchets
Prescription contrôlée : II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : - les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. [...] Cette déclaration comprend : - la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée ; - la quantité par nature du déchet ; - le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; - le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.
Constats : Les données contenues dans la déclaration annuelle GERE, partie déchets, sont issues du fichier

<p>annuel de pesée.</p> <p>Des différences sont constatées entre les données contenues dans la déclaration GERE pour l'année 2024 et celles contenues dans le service numérique du ministère de la transition écologique de la plateforme Trackdchets. En particulier, pour les déchets non dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le tonnage de déchets non dangereux (DND) entrants/traités en 2024 : <ul style="list-style-type: none"> • 63 360,983 t dans GERE • 63 316,49 t dans Trackdéchets, - le tonnage de DND sortants du site : <ul style="list-style-type: none"> • 14 673,43 t de DND dans GERE • 41 289,8 t de DND dans Trackdéchets. <p>Concernant les mâchefers produits par l'UVE et sortants du site, l'exploitant indique que le code déchets utilisé : 19 12 09 (minéraux) est approprié car ce sont des graves de mâchefers (issues de mâchefers ayant été préparés/maturés) issus du traitement des mâchefers (dont un traitement mécanique). Compte tenu des éléments apportés, ce point n'appelle pas de remarque complémentaire.</p> <p>Des papiers et cartons ainsi que des vêtements sont déclarés dans GERE comme étant incinérés (R1) alors que ces déchets doivent être triés et subir une opération de valorisation (avec une différence entre le tonnage incinéré de déchets de papier/carton indiqué dans GERE (282,661 t) et celui indiqué dans Trackdéchets (307,944 t)).</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les déchets de papier et carton venaient des archives départementales qui ont obligation de faire détruire ces documents (au regard de la sécurité des données) • de tels déchets ont également été incinérés suite à une erreur de prise en charge d'une benne par un chauffeur sur un quai de transfert • l'incinération de vêtements a été réalisée en été 2025 et concernaient des déchets de vêtements qui avaient pourri suite à des durées de stockage importantes (problèmes de collecte rencontrés par cette filière).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit apporter des éléments d'explication concernant les différences de tonnages constatées entre les données contenues dans la déclaration GERE pour l'année 2024 et celles disponibles dans Trackdéchets.</p> <p>Il devra veiller à la cohérence des éléments contenus dans GERE et Trackdéchets pour la déclaration faite en 2026 portant sur l'année 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 9 : Traçabilité des déchets

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-43-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation du registre des déchets, terres excavées et sédiments (RNDTS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « registre national des terres excavées et sédiments », dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes produisant ou traitant des terres excavées et sédiments, y compris les personnes effectuant une opération de valorisation de terres excavées et sédiments et les personnes exploitant une installation de transit ou de regroupement de terres excavées et sédiments. Le registre national des terres excavées et sédiments et le registre national</p>

des déchets mentionné à l'article R. 541-43 peuvent constituer une unique base de données. Ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission a lieu, au plus tard, le dernier jour du mois suivant l'expédition, la réception ou le traitement, y compris la valorisation, des terres excavées et sédiments, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges automatisés de données selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué lors de la visite que le logiciel du pont bascule de l'UVE (prestataire ARPEGE) ne permet pas, à la date de la visite, le transfert des données dans Trackdéchets pour l'élaboration du registre déchets, l'API (Application programming interface) ne fonctionnant pas.</p> <p>Des travaux sont en cours, à la date de la visite, par SUEZ comprenant une phase d'essais sur 2 sites en France. L'exploitant a indiqué que les données concernant le registre pour les déchets entrants et sortants (dangereux et non dangereux) seront toutes transmises au 31/12/2025 (fin de la période de tolérance accordée par le ministère de la transition écologique).</p> <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier que l'ensemble des données 2025 devant être déclarées au registre national déchets, terres excavées et sédiments a bien été transmis dans Trackdéchets de manière rétroactive (https://trackdechets.beta.gouv.fr/) avant le 31/12/2025.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> <p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation de Trackdéchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée « système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ». Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique utiliser Trackdéchets depuis avril 2024.</p> <p>Il est constaté une petite différence de tonnage produit pour les déchets classés 19 01 07* (déchets solides provenant de l'épuration des fumées) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 1 787,62 t dans GERE • 1 745,9 t dans Trackdéchets <p>ce qui laisserait supposer que des déchets dangereux 19 01 07* ont été envoyés sur un site de traitement sans avoir fait l'objet d'un bordereau de suivi de déchets sous Trackdéchets alors que celui-ci est obligatoire depuis le 2^{ème} semestre 2022.</p> <p>Des déchets sortants classés 20 03 01 (déchets municipaux en mélange) sont présents dans Trackdéchets pour un tonnage de 112,206 t en 2024.</p>

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter des éléments d'explication concernant ces 2 points lors de la visite.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit apporter des explications concernant l'écart de tonnage portant sur le tonnage de déchets dangereux 19 01 07* produits sortants et sur les 112,206 t de déchets municipaux en mélange indiqués comme sortants du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Valorisation des mâchefers d'incinération

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 11
Thème(s) : Risques chroniques, Registre de sortie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de matériau routier quittant l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'installation de traitement thermique de déchets non dangereux qui a produit les lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - le nom, l'adresse postale et, le cas échéant, le numéro SIRET du maître d'ouvrage des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIRET de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - le nom, l'adresse postale et le numéro SIREN des transporteurs, si le transport n'est pas effectué par l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers ; - la référence des lots périodiques ayant servi à l'élaboration des différents matériaux alternatifs entrant dans la composition du matériau routier ; - la quantité de matériau routier quittant l'installation ; - la date de sortie de l'installation ; - l'usage routier effectif ; - le libellé et les coordonnées GPS du chantier routier. <p>Ce registre est conservé pendant au moins dix ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Une procédure d'assurance de la qualité liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur est établie à l'initiative de l'exploitant et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le registre de sortie 2025 concernant les mâchefers valorisés a été consulté lors de la visite. L'exploitant a transmis suite à la visite le fichier nommé SUIVI CHANTIER MACHEFER 2025 qui permet d'assurer le suivi de l'évacuation des lots de mâchefers et de leur utilisation.</p> <p>Vu en particulier les éléments concernant le lot d'août 2024 utilisé par le GAEC Normande Espace - Boudin JérémY. Ce lot a été évacué en janvier 2025 (lot de 370,66 t de mâchefers V2 pour un usage routier de type 2) - éléments confirmés par l'extrait du journal des pesées transmis.</p> <p>Il convient de noter que le fichier examiné et transmis ne comprend pas tous les éléments demandés dans l'article 11 de l'arrêté du 18/11/2011.</p> <p>L'exploitant a transmis le dossier complet concernant le chantier de M. Boudin JérémY :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fiche d'identification utilisateurs mâchefers du 02/01/25 signée par M. BOUDIN, qui explique les utilisations possibles et les restrictions et porte l'engagement du maître

<p>d'œuvre (utilisateur) de respecter les conditions d'utilisation ;</p> <ul style="list-style-type: none"> la fiche de traçabilité et évacuation mâchefers du 13/01/25 signée par M. CHETOUI (personne représentant l'exploitant dédiée à la vérification des chantiers) qui rappelle l'usage routier des mâchefers concernés et les conditions de cette valorisation, la fiche « suivi chantier mâchefers » du 30/07/25 signée par M. CHETOUI, qui constate et valide le chantier réalisé avec prise de photos du chantier (avant et après).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le registre répondant aux dispositions de l'article 11 de l'arrêté du 18/11/2011 ou compléter son registre actuel afin de répondre à ces dispositions.</p> <p>A ce titre, il devra fournir la procédure d'assurance de la qualité établie liant l'exploitant, l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers et le transporteur et pas uniquement celle concernant le chargement du mâchefer.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Valorisation des mâchefers d'incinération

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 18/11/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Fiche de données environnementales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison sur le chantier routier ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même matériau routier, l'exploitant fournit à l'entreprise chargée de l'exécution des travaux routiers une fiche de données environnementales indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> les usages routiers autorisés compte tenu des caractéristiques environnementales du matériau routier et des matériaux alternatifs entrant dans sa composition ; les limitations d'usage liées à l'environnement immédiat de l'ouvrage routier ainsi que celles liées à la mise en œuvre du matériau routier. <p>Sont annexés à cette fiche les résultats de l'étude du comportement à la lixiviation et l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants mentionnées à l'article 4.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans le constat précédent, une fiche d'identification utilisateurs mâchefers et une fiche de traçabilité et évacuation mâchefers sont établies pour chaque chantier. Ces fiches précisent les conditions d'utilisation du mâchefer concerné en fonction de son classement ainsi que les limites d'usage associées. En plus de ces fiches, une fiche de classement environnemental est établie précisant le classement du mâchefer devant être mis en œuvre (V1 ou V2) et le résultat de l'essai réalisé.</p> <p>L'élaboration de ces différentes fiches permet de répondre aux dispositions de l'article 12 de l'arrêté du 18 novembre 2011.</p> <p>A noter que l'exploitant assure un contrôle de chaque chantier réalisé depuis 2012 par une personne dédiée à cette mission et les coordonnées GPS des chantiers sont repérées via l'outil de traçabilité de l'exploitant ALTERMAP (carte pédologique qui recoupe avec les zones inondables). Selon l'exploitant, aucun mâchefer classé dangereux n'a été produit par le site.</p> <p>Des mâchefers ont été utilisés en sous-couche routière dans le cadre des travaux réalisés sur le site pour la réalisation de la nouvelle voirie (1 993 t utilisées de septembre à novembre 2025, chiffres</p>

indiqués dans le fichier SUIVI CHANTIER MACHEFER 2025 transmis par l'exploitant suite à la visite).

Type de suites proposées : Sans suite